

Nota : pour faciliter la lecture du document, les mots « stagiaire », « enseignant référent », « tuteur de stage », « représentant légal », « étudiant » sont utilisés au masculin

<p>1 - L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT ou DE FORMATION</p> <p>Nom : ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ÉLECTROTECHNIQUE, D'ÉLECTRONIQUE, D'INFORMATIQUE, D'HYDRAULIQUE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS</p> <p>Adresse : 2 rue Charles Camichel 31071 TOULOUSE CEDEX 7 ☎ 05-34-32-20-00</p> <p>Représenté par (signataire de la convention) : M. Jean-François ROUCHON</p> <p>Qualité du représentant : Directeur</p>	<p>2 - L'ORGANISME D'ACCUEIL</p> <p>Nom : ENSEEIHT-LABORATOIRE IRIT</p> <p>Adresse : 2 Rue Charles Camichel 31000 Toulouse France</p> <p>Représenté par (nom du signataire de la convention) : Zoghliami Chaima E-mail : Chaima.Zoghliami@irit.fr</p> <p>Lieu du stage (si différent de l'adresse de l'organisme) :</p>
--	---

<p>3 - LE STAGIAIRE</p>
<p>Nom : RHAYOUTE Prénom : ABDELMALEK Sexe : M Né(e) le : 20/10/2000</p> <p>Adresse : Toulouse</p> <p>☎ 07 48 27 41 62 mél : Abdelmalek20rhayoute@gmail.com</p> <p>INTITULÉ DE LA FORMATION OU DU CURSUS SUIVI DANS L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET VOLUME HORAIRE (ANNUEL OU SEMESTRIEL) : FORMATION D'INGÉNIEUR - 400 HEURES</p>

<p>SUJET DE STAGE Optimisation du placement des calculs pour l'application de protection des potentiels vulnérables (piétons, vélos...) dans un réseau de véhicules connectés.</p>
--

<p>DATES ET LIEUX</p>			
<p>Dates : Période 1 - Du 15/06/2022 Au 20/09/2022</p>		<p>Lieu 1 : ENSEEIHT-LABORATOIRE IRIT</p>	
Période 2 - Du	Au	Lieu 2 :	
Période 3 - Du	Au	Lieu 3 :	
<p>Si le lieu du stage est différent de l'organisme d'accueil</p>			
Période 1 - Au	Lieu 2 :		
Période 2 - Du	Au	Lieu 2 :	
<p>Représentant une durée totale de 8 (Nombre de Semaines / de Mois (rayer la mention inutile)) Et correspondant à 40 Jours de présence effective dans l'organisme d'accueil. Répartition si présence discontinue : nombre d'heures par semaine ou nombre d'heures par jour (rayer la mention inutile). Commentaire :</p>			

<p>ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT</p> <p>Nom et prénom de l'enseignant référent : DHAOU Riadh</p> <p>Tel : 05 34 32 20 00</p> <p>E-mail : riadh.dhaou@enseeiht.fr</p>	<p>ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ORGANISME D'ACCUEIL</p> <p>Nom et prénom du tuteur de stage : dhaou riadh</p> <p>E-mail : riadh.dhaou@toulouse-inp.fr</p>
--	--

<p>Caisse primaire d'assurance maladie à contacter en cas d'accident (lieu de domicile du stagiaire sauf exception) : CPAM Haute-Garonne</p>

Vu le code de la santé publique notamment ses articles L. 3131-1 et suivants ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 124-1 à L. 124-20, L. 612-11 et D. 124-1 à D. 124-9 ;
Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 242-4-1, L. 412-8 et D. 242-2-1 ;
Vu le code du travail et notamment ses articles L. 1221-13 et D. 1221-23 et suivants ;
Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19
Vu le Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire
Vu l'Arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 (modifié)
Vu le protocole national de déconfinement publié le 3 mai 2020
Vu la consultation de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire et l'avis du Conseil d'administration de l'établissement ;

Préalable :

Stages en France : Compte-tenu des circonstances exceptionnelles dues à la pandémie de Covid 19, il est entendu entre les parties qu'elles auront vérifié au préalable que les missions confiées au stagiaire se prêtent à un travail en présentiel et/ou à distance et qu'il dispose du matériel adéquat.

Les tuteurs vérifient la possibilité d'utilisation par les parties d'outils de communication adéquats.

Le stage ne pourra être réalisé en présentiel que dans le strict respect du [protocole national du 31 août 2020](#)¹ et de toute disposition hygiène, sécurité et santé applicable à l'organisme d'accueil.

Il est entendu entre les parties qu'en cas de confinement, le stage basculera automatiquement en stage à distance ou fera l'objet d'une suspension par avenant en cas d'impossibilité de stage à distance.

Les stages des étudiants des [filières médicales](#) et [paramédicales](#) font l'objet de dispositions spécifiques.

Une visite médicale sera automatiquement organisée pour tous les étudiants exposés à un risque pendant leur stage.

Contact de la médecine préventive : _____

Stages à l'étranger : Compte-tenu des circonstances exceptionnelles dues à la pandémie de Covid 19, il est entendu entre les parties qu'elles auront vérifié au préalable que :

- Si le stage a lieu en présentiel, une assurance spécifique rapatriement est contractée par le stagiaire pour le retour, en cas de confinement ou d'autres circonstances rendant impossible la poursuite du stage.
- Les missions confiées au stagiaire se prêtent à un travail en présentiel et/ou à distance et qu'il dispose du matériel adéquat.

Les tuteurs vérifient la possibilité d'utilisation par les parties d'outils de communication adéquats.

Le stage ne pourra être réalisé en présentiel que dans le strict respect de toute disposition hygiène, sécurité et santé applicable à l'organisme d'accueil.

Il est entendu entre les parties qu'en cas de confinement, le stage basculera automatiquement en stage à distance ou fera l'objet d'une suspension par avenant en cas d'impossibilité de stage à distance, en complément des modalités de rapatriement.

Le stagiaire s'engage sur l'honneur par la présente à se signaler avant son départ sur ARIANE : <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/fildariane/dyn/public/login.html>

Le stagiaire atteint du Covid19 pendant son stage devra respecter les conditions prescrites dans le pays d'accueil, notamment en termes de quarantaine. L'établissement d'enseignement ne pourra pas être tenu de rapatrier le stagiaire.

Une visite médicale sera automatiquement organisée pour tous les étudiants exposés à un risque pendant leur stage.

Contact de la médecine préventive : _____

Contact en cas d'urgence : (autre que le stagiaire) : _____

¹ https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/protocole-national-sante-securite-en-entreprise__31_aout_2020.pdf

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention règle les rapports de l'organisme d'accueil avec l'établissement d'enseignement et le stagiaire.

Article 2 - Objectif du stage

Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle l'étudiant(e) acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil.

Le programme est établi par l'établissement d'enseignement et l'organisme d'accueil en fonction du programme général de la formation dispensée.

ACTIVITES CONFIEES :

Optimisation/apprentissage/Réseaux/Télécoms

COMPÉTENCES À ACQUÉRIR OU À DÉVELOPPER :

1A : Connaître l'entreprise, son fonctionnement, ses rouages et les métiers exercés ; Comprendre l'environnement des différents services, les outils et méthodes utilisés, l'organisation du travail, les règles administratives et collectives ; Savoir exécuter des tâches opérationnelles au sein d'une équipe ou d'un service.

2A : Prendre part à la réalisation d'un projet scientifique et/ou technique en intégrant les outils et méthodes utilisés et la complexité de la mise en œuvre en situation professionnelle ; Savoir appliquer des concepts scientifiques avec rigueur et esprit d'initiative ; Savoir analyser les résultats obtenus avec un esprit critique et en rendre compte de façon claire et synthétique, par oral et par écrit.

3A : Être capable de mener à bien l'intégralité d'une mission d'ingénieur en prenant en compte les aspects scientifiques, techniques, économiques, environnementaux, organisationnels et humains ; Mettre en œuvre une démarche de gestion de projet ; Faire preuve d'initiative et répondre à la situation proposée de manière pertinente ; Savoir rendre compte d'un projet et défendre ses résultats en s'adaptant au public visé

Article 3 - Modalités du stage

La durée hebdomadaire de présence du stagiaire dans le lieu désigné dans l'entête sera de **35,0** heures sur la base d'un temps complet / temps partiel (rayer la mention inutile), Il est interdit de confier au stagiaire des tâches dangereuses pour sa santé ou sa sécurité

Si le stagiaire doit être présent dans l'organisme d'accueil la nuit, le dimanche ou un jour férié, préciser les cas particuliers :

Article 4 - Accueil et encadrement du stagiaire

Le stagiaire est suivi par l'enseignant référent désigné dans la présente convention ainsi que par le service de l'établissement en charge des stages.

Le tuteur de stage désigné par l'organisme d'accueil dans la présente convention est chargé d'assurer le suivi du stagiaire et d'optimiser les conditions de réalisation du stage conformément aux stipulations pédagogiques définies.

Le stagiaire est autorisé à revenir dans son établissement d'enseignement pendant la durée du stage pour y suivre des cours demandés explicitement par le programme, ou pour participer à des réunions ; les dates sont portées à la connaissance de l'organisme d'accueil par l'établissement.

L'organisme d'accueil peut autoriser le stagiaire à se déplacer.

Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement du stage, qu'elle soit constatée par le stagiaire ou par le tuteur de stage, doit être portée à la connaissance de l'enseignant-référent et de l'établissement d'enseignement afin d'être résolue au plus vite.

MODALITES D'ENCADREMENT (visites, rendez-vous téléphoniques, etc) **Rendez-vous téléphoniques ou visites**

.....

Article 5 - Gratification - Avantages

En France, lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou non, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification, sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises et pour les stages relevant de l'article L4381-1 du code de la santé publique.

Le montant horaire de la gratification est fixé à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L.241-3 du code de la sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux.

La gratification due par un organisme de droit public ne peut être cumulée avec une rémunération versée par ce même organisme au cours de la période concernée.

La gratification est due sans préjudice du remboursement des frais engagés par le stagiaire pour effectuer son stage et des avantages offerts, le cas échéant, pour la restauration, l'hébergement et le transport.

L'organisme peut décider de verser une gratification pour les stages dont la durée est inférieure ou égale à deux mois.

En cas de suspension ou de résiliation de la présente convention, le montant de la gratification due au stagiaire est proratisé en fonction de la durée du stage effectué.

La durée donnant droit à gratification s'apprécie compte tenu de la présente convention et de ses avenants éventuels, ainsi que du nombre de jours de présence effective du/de la stagiaire dans l'organisme.

LE MONTANT DE LA GRATIFICATION est fixé à **0,00** Euros par **Non** concerne

Article 5 bis -Accès aux droits des salariés - Avantages

(Organisme de droit privé en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Le stagiaire bénéficie des protections et droits mentionnés aux articles L.1121-1, L.1152-1 et L.1153-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés.

Le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurants prévus à l'article L.3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L.3261-2 du même code.

Le stagiaire accède aux activités sociales et culturelles mentionnées à l'article L.2323-83 du code du travail dans les mêmes conditions que les salariés.

L'organisme d'accueil s'engage à respecter le [protocole national de déconfinement](#), et, le cas échéant les [fiches métiers](#) publiées.

AUTRES AVANTAGES ACCORDES :

Article 5ter - Accès aux droits des agents - Avantages

(Organisme de droit public en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Les trajets effectués par le stagiaire d'un organisme de droit public entre leur domicile et leur lieu de stage sont pris en charge dans les conditions fixées par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Le stagiaire accueilli dans un organisme de droit public et qui effectue une mission dans ce cadre bénéficie de la prise en charge de ses frais de déplacement temporaire selon la réglementation en vigueur.

Est considéré comme sa résidence administrative le lieu du stage indiqué dans la présente convention.

AUTRES AVANTAGES ACCORDES :

Article 6 - Régime de protection sociale

Pendant la durée du stage, le stagiaire reste affilié à son régime de Sécurité sociale antérieur.

Les stages effectués à l'étranger sont signalés préalablement au départ du stagiaire à la Sécurité sociale lorsque celle-ci le demande.

Pour les stages à l'étranger, les dispositions suivantes sont applicables sous réserve de conformité avec la législation du pays d'accueil et de celle régissant le type d'organisme d'accueil.

6-1 Gratification d'un montant maximum de 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale :

La gratification n'est pas soumise à cotisation sociale.

Le stagiaire bénéficie de la législation sur les accidents de travail au titre du régime étudiant de l'article L.412-8 2° du code de la sécurité sociale.

En cas d'accident ou de maladie professionnelle survenant au stagiaire soit au cours d'activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins du stage, l'organisme d'accueil envoie la déclaration à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ou la caisse compétente (voir adresse en page 1) en mentionnant l'établissement d'enseignement comme employeur, avec copie à l'établissement d'enseignement.

6.2 - Gratification supérieure à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale :

Les cotisations sociales sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 15 % du plafond horaire de la Sécurité Sociale.

L'étudiant bénéficie de la couverture légale en application des dispositions des articles L.411-1 et suivants du code de la Sécurité Sociale. En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours des activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins de son stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et informe l'établissement dans les meilleurs délais.

6.3 - Protection Maladie du/de la stagiaire à l'étranger

1) Protection issue du régime étudiant français

- pour les stages au sein de l'Espace Economique Européen (EEE) effectués par des ressortissants d'un Etat de l'Union Européenne, ou de la Norvège, de l'Islande, du Liechtenstein ou de la Suisse, ou encore de tout autre Etat (dans ce dernier cas, cette disposition n'est pas applicable pour un stage au Danemark, Norvège, Islande, Liechtenstein ou Suisse), l'étudiant doit demander la Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM).

- pour les stages effectués au Québec par les étudiant(e)s de nationalité française, l'étudiant doit demander le formulaire SE401Q (104 pour les stages en entreprises, 106 pour les stages en université) ;

- dans tous les autres cas les étudiants qui engagent des frais de santé peuvent être remboursés auprès de la mutuelle qui leur tient lieu de Caisse de Sécurité Sociale étudiante, au retour et sur présentation des justificatifs : le remboursement s'effectue alors sur la base des tarifs de soins français. Des écarts importants peuvent exister entre les frais engagés et les tarifs français base du remboursement. Il est donc fortement conseillé aux étudiants de souscrire une assurance Maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'organisme d'assurance de son choix (mutuelle étudiante, mutuelle des parents, compagnie privée ad hoc...) ou, éventuellement et après vérification de l'étendue des garanties proposées, auprès de l'organisme d'accueil si celui-ci fournit au stagiaire une couverture Maladie en vertu du droit local (voir 2° ci-dessous).

2) Protection sociale issue de l'organisme d'accueil

En cochant la case appropriée, l'organisme d'accueil indique ci-après s'il fournit une protection Maladie au stagiaire, en vertu du droit local :

☐ OUI : cette protection s'ajoute au maintien, à l'étranger, des droits issus du droit français

6.4 Protection Accident du Travail du stagiaire à l'étranger

1) Pour pouvoir bénéficier de la législation française sur la couverture accident de travail, le présent stage doit :

- être d'une durée au plus égale à 6 mois, prolongations incluses ;

- ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection accident de travail dans le pays d'accueil ; une indemnité ou gratification est admise dans la limite réglementaire et sous réserve de l'accord de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie sur la demande de maintien de droit ;

- se dérouler exclusivement dans l'organisme signataire de la présente convention ;

- se dérouler exclusivement dans le pays d'accueil étranger cité.

Lorsque au moins une de ces conditions ne sont pas remplies, l'organisme d'accueil s'engage à cotiser pour la protection du stagiaire et à faire les **déclarations nécessaires** en cas d'accident de travail.

Cocher la case correspondant à la prise en charge de la couverture accident du travail :

☐ L'Entreprise s'engage par la présente convention à couvrir le stagiaire contre le risque d'accident de travail, de trajet et les maladies professionnelles et à en assurer toutes les **déclarations nécessaires**.

☐ L'entreprise ne prend pas en charge la couverture accident du travail, l'étudiant s'engage à s'affilier à la **Caisse des Français à l'Etranger**.

2) La déclaration des accidents de travail incombe à l'établissement d'enseignement qui doit en être informé par l'organisme d'accueil par écrit dans un délai de 48 heures.

3) La couverture concerne les accidents survenus :

- dans l'enceinte du lieu du stage et aux heures du stage,
- sur le trajet aller-retour habituel entre la résidence du stagiaire sur le territoire étranger et le lieu du stage,
- dans le cadre d'une mission confiée par l'organisme d'accueil du stagiaire et obligatoirement par ordre de mission
- lors du premier trajet pour se rendre depuis son domicile sur le lieu de sa résidence durant le stage (déplacement à la date du début du stage),
- lors du dernier trajet de retour depuis sa résidence durant le stage à son domicile personnel.

4) Pour le cas où l'une seule des conditions prévues au point 6.4-1/ n'est pas remplie, l'organisme d'accueil s'engage à couvrir le/la stagiaire contre le risque d'accident de travail, de trajet et les maladies professionnelles et à en assurer toutes les **déclarations nécessaires**.

5) Dans tous les cas :

- si l'étudiant est victime d'un accident de travail durant le stage, l'organisme d'accueil doit impérativement signaler immédiatement cet accident à l'établissement d'enseignement ;
- si l'étudiant remplit des missions limitées en-dehors de l'organisme d'accueil ou en-dehors du pays du stage, l'organisme d'accueil doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour lui fournir les assurances appropriées.

Article 7 - Responsabilité et assurance

L'organisme d'accueil et le stagiaire déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile.

Pour les stages à l'étranger ou outremer, le stagiaire s'engage à souscrire un contrat d'assistance (rapatriement sanitaire, assistance juridique...) et un contrat d'assurance individuel accident.

Lorsque l'organisme d'accueil met un véhicule à la disposition du stagiaire, il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un étudiant

Lorsque dans le cadre de son stage, l'étudiant utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule et, le cas échéant, s'acquitter de la prime y afférente.

Article 8 - Discipline

Le stagiaire est soumis à la discipline et aux clauses du **règlement intérieur** qui lui sont applicables et qui sont **portées** à sa connaissance avant le **début** du stage, notamment en ce qui concerne les horaires et les **règles d'hygiène** et de **sécurité** en vigueur dans l'organisme d'accueil.

Toute sanction disciplinaire ne peut **être décidée** que par l'**établissement** d'enseignement. Dans ce cas, l'organisme d'accueil informe l'enseignant **référént** et l'**établissement** des manquements et fournit **éventuellement** les éléments constitutifs.

En cas de manquement **particulièrement** grave à la discipline, l'organisme d'accueil se **réserve** le droit de mettre fin au stage tout en respectant les dispositions **fixées** à l'**article 9** de la présente convention.

Article 9 - Congés - Interruption du stage

En France (**sauf en** cas de **règles particulières** applicables dans certaines **collectivités** d'outre-mer **françaises** ou dans les organismes de droit public), en cas de grossesse, de **paternité** ou d'adoption, le stagiaire **bénéficie** de **congrés** et d'autorisations d'absence d'une **durée équivalente** à celle **prévues** pour les **salariés** aux articles L.1225-16 à L.1225-28, L.1225-35, L.1225-37, L.1225-46 du code du travail.

Pour les stages dont la **durée** est **supérieure** à deux mois et dans la limite de la **durée** maximale de 6 mois, des **congrés** ou autorisations d'absence sont possibles.

NOMBRE DE JOURS DE CONGES AUTORISES / ou modalités des congrés et autorisations d'absence durant le stage : 26,0.

Pour toute autre interruption temporaire du stage (maladie, absence **injustifiée**...) l'organisme d'accueil avertit l'**établissement** d'enseignement par courrier.

Toute interruption du stage, est **signalée** aux autres parties à la convention et à l'enseignant **référént**. Une **modalité** de validation est mise en place le cas **échéant** par l'**établissement**. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin du stage est possible afin de permettre la **réalisation** de la **durée** totale du stage **prévue** initialement. Ce report fera l'objet d'un **avenant à la convention de stage**.

Un **avenant à la convention** pourra **être établi** en cas de prolongation du stage sur demande conjointe de l'organisme d'accueil et du stagiaire, dans le respect de la **durée maximale du stage fixée par la loi (6 mois)**.

En cas de **volonté** d'une des trois parties (organisme d'accueil, stagiaire, **établissement** d'enseignement) d'**arrêter** le stage, celle-ci doit **immédiatement** en informer les deux autres parties par écrit. Les raisons **invoquées** seront **examinées** en **étroite** concertation. La **décision définitive** d'**arrêt** du stage ne sera prise qu'à l'issue de cette phase de concertation.

Article 10 - Devoir de réserve et confidentialité

Le devoir de **réserve** est de rigueur absolue et **apprécié** par l'organisme d'accueil compte-tenu de ses **spécificités**. Le stagiaire prend donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues par eux pour en faire publication, communication à des tiers sans accord **préalable** de l'organisme d'accueil, y compris le rapport de stage. Cet engagement vaut non seulement pour la **durée** du stage mais **également après** son expiration. Le stagiaire s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'organisme d'accueil, sauf accord de ce dernier.

Dans le cadre de la **confidentialité** des informations

contenues dans le rapport de stage, l'organisme d'accueil peut demander une restriction de la diffusion du rapport, **voire le retrait de certains éléments confidentiels**.

Les personnes **amenées** à en **connaître** sont contraintes par le secret professionnel à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

L'Entreprise autorise l'ENSEEIH à diffuser son nom et le titre du projet de stage dans son catalogue des projets de fin d'études.

Article 11 - Propriété intellectuelle

Conformément au code de la **propriété** intellectuelle, dans le cas où les **activités** du stagiaire donnent lieu à la **création** d'une **œuvre protégée** par le droit d'auteur ou la **propriété** industrielle (y compris un logiciel), si l'organisme d'accueil souhaite l'utiliser et que le stagiaire en est d'accord, un contrat devra **être signé** entre le stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil.

Le contrat devra alors notamment **préciser** l'**étendue** des droits **cédés**, l'**éventuelle** **exclusivité**, la destination, les supports **utilisés** et la **durée** de la cession, ainsi que, le cas **échéant**, le montant de la **rémunération** due au stagiaire au titre de la cession. Cette clause s'applique quel que soit le statut de l'organisme d'accueil.

Article 12 - Fin de stage - Rapport - Evaluation

1) **Attestation de stage** : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil **délivre** une attestation dont le **modèle** figure en annexe, mentionnant au minimum la **durée** effective du stage et, le cas **échéant**, le montant de la gratification **perçue**. Le stagiaire devra produire cette attestation à l'appui de sa demande **éventuelle** d'ouverture de droits au **régime général** d'assurance vieillesse **prévue** à l'art. L.351-17 du code de la **sécurité sociale** ;

2) **Qualité du stage** : à l'issue du stage, les parties à la **présente** convention sont **invitées** à formuler une **appréciation sur la qualité du stage**.

Le stagiaire transmet au service **compétent** de l'**établissement** d'enseignement un document dans lequel il **évalue** la **qualité** de l'accueil dont il a **bénéficié** au sein de l'organisme d'accueil. Ce document n'est pas pris en compte dans son **évaluation** ou dans l'obtention du **diplôme** ou de la certification.

3) **Evaluation de l'activité du stagiaire** : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil renseigne une fiche d'**évaluation** de l'**activité** du stagiaire qu'il retourne à l'enseignant **référént**(ou **préciser** si fiche annexe ou **modalités d'évaluation préalablement définis** en accord avec l'enseignant **référént**) : la grille d'évaluation

4) **Modalités d'évaluation pédagogiques** : le stagiaire devra (**préciser** la nature du travail à fournir -rapport, etc.- **éventuellement en joignant une annexe**) **Rapport NOMBRE D'ECTS (le cas échéant) : 0**

5) Le tuteur de l'organisme d'accueil ou tout membre de l'organisme d'accueil **appelé** à se rendre dans l'**établissement** d'enseignement dans le cadre de la **préparation**, du **déroulement** et de la validation du stage ne peut **prétendre** à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'**établissement** d'enseignement.

Article 13 - Droit applicable - Tribunaux compétents

La **présente** convention est **régie** exclusivement par le droit **français**.

Tout litige non **résolu** par voie amiable sera soumis à la **compétence** de la **juridiction française compétente**.

FAIT À LE

POUR L'ÉTABLISSEMENT
D'ENSEIGNEMENT

Nom et signature du représentant de
l'établissement



Hélène TAP, Directrice des Etudes

STAGIAIRE (ET SON REPRESENTANT LEGAL
LE CAS ECHEANT)

Nom et signature

**J'atteste l'exactitude des informations
renseignées**

POUR L'ORGANISME D'ACCUEIL

Nom et signature du représentant
de l'organisme d'accueil

.....

j Attestation de stage

LOGO DE L'ORGANISME D'ACCUEIL

ATTESTATION DE STAGE à remettre au stagiaire à l'issue du stage

ORGANISME D'ACCUEIL

Nom ou Dénomination sociale :

Adresse :

.....

☎

Certifie que

LE STAGIAIRE

Nom : Prénom : Sexe : F ☐ M ☐ Né(e) le : ____ / ____ / ____

Adresse :

.....

☎ mél :

ETUDIANT EN (intitulé de la formation ou du cursus de l'enseignement supérieur suivi par le ou la stagiaire) :

.....

AU SEIN DE (nom de l'établissement d'enseignement supérieur ou de l'organisme de formation) :

.....

a effectué un stage prévu dans le cadre de ses études

DURÉE DU STAGE

Dates de début et de fin du stage : **Du**.....JJ/MM/AAAA..... **Au**.....JJ/MM/AAAA.....

Représentant une **durée totale** de (Nbre de Mois / Nbre de Semaines) (rayer la mention inutile))

La **durée** totale du stage est **appréciée** en tenant compte de la **présence** effective du stagiaire dans l'organisme, sous **réserve** des droits à **congés** et autorisations d'absence **prévus** à l'article L.124-13 du code de l'éducation (art. L.124-18 du code de l'éducation). Chaque **période** au moins **égale** à 7 heures de **présence consécutives** ou non est **considérée** comme **équivalente** à un jour de stage et chaque **période** au moins **égale** à 22 jours de **présence consécutifs** ou non est **considérée** comme **équivalente** à un mois..

MONTANT DE LA GRATIFICATION VERSÉE AU STAGIAIRE

Le stagiaire a perçu une gratification de stage pour un **montant total** de €

L'**attestation de stage** est indispensable pour pouvoir, sous **réserve** du versement d'une cotisation, faire prendre en compte le stage dans les droits à retraite. La législation sur les retraites (loi n°2014-40 du 20 janvier 2014) ouvre aux **étudiants dont le stage a été gratifié** la possibilité de faire valider celui-ci dans la **limite de deux trimestres**, sous **réserve** du **versement d'une cotisation**. La **demande est à faire par l'étudiant dans les deux années** suivant la fin du stage et sur **présentation obligatoire de l'attestation de stage** mentionnant la durée totale du stage et le montant total de la gratification **perçue**. Les informations **précises** sur la cotisation à verser et sur la **procédure** à suivre sont à demander auprès de la **sécurité sociale** (code de la **sécurité sociale** art. L.351-17 - code de l'éducation art..D.124-9).

FAIT A **LE**

Nom, fonction et signature du représentant de l'organisme d'accueil

